



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/46/40
3 juin 2005



FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-sixième réunion
Montréal, 4-8 juillet 2005

**EXAMEN DU RÉGIME DES COÛTS ADMINISTRATIFS
(DÉCISION 44/7)**

RÉSUMÉ

- Les coûts de base des agences ont augmenté de 3 % par an, essentiellement en raison des frais de personnel et de déplacement. Le PNUD et l'ONUDI ont dépassé les coûts prévus au cours des 3 années de la période triennale actuelle, leurs coûts estimés pour 2005 s'élevant respectivement à 1 858 740 \$US et 1 917 800 \$US.
- Les coûts d'appui totaux, qui comprennent les bureaux dans les pays, l'exécution nationale, les frais internes de l'agence d'exécution et les intermédiaires financiers s'élèvent en moyenne à 16 252 972 \$US par an avec un taux de croissance annuelle de 1 % pour la période 1998-2004.
- Les coûts administratifs d'appui, exprimés en pourcentage des fonds nets approuvés, ont atteint 10,85 % pendant la période 1998-2004, au cours de laquelle 107 millions de dollars US ont été approuvés sur les 170 millions approuvés par le Comité exécutif depuis 1991.
- En 2004, les crédits couvrant les coûts administratifs s'élevaient, coûts de base compris, à 7,5 millions de dollars US pour la Banque mondiale, 4 millions pour l'ONUDI et 3,5 millions pour le PNUD.
- Les crédits escomptés pour 2006-2008, à l'exclusion de toute nouvelle approbation, sont estimés à :
 - 14,7 millions de dollars US plus 2 à 2,7 millions de dollars US pour le PNUD;
 - 13,1 millions de dollars US pour l'ONUDI, en supposant aucune perte nette pour 2005 et les années suivantes; et
 - 26,5 millions de dollars US plus 7,4 à 7,9 millions de dollars US pour la Banque mondiale;
- Les agences bilatérales ont reçu un total de 5,9 millions de dollars US de frais d'agence, soit moins de 10 % du montant des approbations de la période 1998-2004. La question des activités de base des agences bilatérales est abordée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/46/41 « Rapport sur les coûts d'appui des projets de coopération bilatérale (suivi des Décisions 43/40 et 45/57) »; et
- Le PNUE a reçu un total de 9,2 millions de dollars US de frais d'agence, soit moins de 10 % du montant des approbations de la période 1998-2004 car une partie de ses coûts administratifs est couverte par le Programme d'aide à la conformité (PAC).

Historique

1. Les coûts administratifs du PNUD, de l'ONUDI, et de la Banque mondiale sont passés, en novembre 1998 (Décision 26/41), d'un taux fixe de 13 % pour tous les projets à un barème modulé, et en décembre 2002, à un barème inférieur prévoyant un budget de base de 1,5 million de dollars US par agence (Décision 38/68). La Décision 41/94 d) demandait au Secrétariat de procéder à un examen annuel du régime des coûts administratifs.
2. Lors de l'examen, à sa 44^e réunion, des coûts proposés pour 2005, le Comité exécutif a décidé de « demander une révision du régime actuel des coûts administratifs et de fournir des recommandations sur son maintien ou sur un autre régime de coûts administratifs pour la période triennale 2006-2008; et de prier les agences d'exécution de fournir des informations plus détaillées sur leurs coûts administratifs, à temps pour permettre leur utilisation dans la révision du régime des coûts administratifs que le Secrétariat devra présenter à la 46^e réunion du Comité exécutif » (Décision 44/7 c) et d)).
3. Le présent document examine les coûts administratifs encourus par les agences pour les activités de base et autres ainsi que les crédits disponibles aux agences pour couvrir les coûts administratifs. Il propose une analyse des coûts et crédits administratifs ainsi que des recommandations concernant la révision du régime actuel en tenant compte des tendances récentes et des besoins escomptés.

COÛTS ADMINISTRATIFS ENCOURUS PAR LES AGENCES D'EXÉCUTION

Évolution des coûts administratifs par poste budgétaire pour la période 2003-2005

4. Les agences d'exécution ont été priées de fournir des données réelles sur leurs budgets de base et coûts administratifs pour 2004 ainsi qu'une estimation des coûts réels pour 2005.

PNUD

5. Le Tableau 1 présente le budget de base et les autres coûts administratifs communiqués par le PNUD.

Tableau 1

**BUDGET DE BASE ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS DU PNUD
POUR LES ANNÉES 1998-2005 (\$US)**

Agence : PNUD	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
Composantes de base	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel de base et contractuel	819 122	794 859	874 556	912 355	891 049	867 039	1 137 945	1 251 740
Frais de déplacement	126 214	121 354	92 034	132 037	134 914	160 691	185 867	190 000
Locaux (loyer et coûts communs)	86 912	142 094	129 892	113 105	169 546	82 218	77 853	92 000
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	26 169	24 275	40 724	63 021	25 299	29 991	15 941	15 000
Services contractuels (entreprises)	684	6 236	15 019	3 334	3 889	0	70 560	30 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	377 941	328 176	371 090	354 922	292 100	366 902	280 000	280 000
Total des coûts de base	1 437 042	1 416 994	1 523 315	1 578 774	1 516 727	1 507 111	1 768 166	1 858 740
Remboursement des bureaux des pays et de l'exécution nationale, y compris les frais généraux	743 725	505 825	669 610	612 594	536 186	313 556	906 501	900 000
Coûts d'appui à l'agence d'exécution (internes), y compris les frais généraux	2 296 588	1 567 299	2 247 823	2 129 104	1 306 839	637 557	450 000	400 000
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux			138 571	223 373	198 706	0	207 658	220 000
Recouvrement des coûts							280 000	280 000
Total des coûts administratifs d'appui	4 477 355	3 490 118	4 579 319	4 543 845	3 558 458	2 458 224	3 611 875	3 658 740
Coûts de supervision engagés par les MPU	297 533	291 821	294 355	323 540	110 000	53 346	210 717	200 000
Total général des coûts administratifs d'appui	4 774 888	3 781 939	4 873 674	4 867 385	3 668 458	2 511 570	3 822 592	3 858 740

*Estimation

6. L'Annexe I présente en détail les raisons de l'augmentation des coûts administratifs du PNUD. L'augmentation des coûts de base est essentiellement liée aux frais de personnel et de déplacement. Ces augmentations ont en partie été compensées par une baisse des coûts d'équipement et des services centraux. En 2004, des services contractuels ont été utilisés pour la formation du personnel sur de nouvelles bases de données de gestion de projets.

7. La répartition des autres coûts administratifs a changé depuis 1998 où la majorité des fonds était allouée à l'agence d'exécution (Bureau des services d'appui aux projets) alors qu'elle est actuellement affectée aux bureaux des pays et à l'exécution nationale. Le PNUD a augmenté de 2 % ses frais de recouvrement des coûts pour les services contractuels fournis par le siège et les bureaux des pays. Ces frais sont reportés dans un poste distinct pour 2004 et 2005. D'autres coûts administratifs ont augmenté en 2004 par rapport à 2003 mais devraient rester au même niveau en 2005. Les coûts restent toutefois inférieurs à ce qu'ils étaient en 1998.

ONUDI

8. Le Tableau 2 présente le budget de base et les autres coûts administratifs communiqués par l'ONUDI.

Tableau 2

**BUDGET DE BASE ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS DE L'ONUDI
POUR LES ANNÉES 1998-2005 (\$US)**

Agence : ONUDI	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
Composantes de base	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel de base et contractuel	875 000	893 200	951 300	1 011 700	980 900	1 188 500	1 183 800	1 211 500
Frais de déplacement	68 600	74 400	80 600	82 000	75 500	65 900	102 500	102 500
Locaux (loyer et coûts communs)	42 772	48 588	53 757	55 478	57 466	67 100	81 200	78 900
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	34 446	38 323	36 389	36 353	49 560	42 000	62 200	57 300
Services contractuels (entreprises)	28 000	40 000	50 000	50 000	13 200	18 200	21 200	21 200
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	222 336	242 915	261 092	259 893	265 898	361 100	442 000	446 400
Total des coûts de base	1 271 154	1 337 426	1 433 138	1 495 424	1 442 024	1 742 800	1 892 900	1 917 800
Remboursement des bureaux des pays et de l'exécution nationale, y compris les frais généraux	853 835	853 835	1 068 755	1 068 755	1 277 390	1 324 900	1 598 300	1 620 500
Coûts d'appui à l'agence d'exécution (internes), y compris les frais généraux	3 355 018	3 300 037	2 252 521	2 768 484	2 491 291	3 247 800	3 871 700	3 839 300
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux								
Total des coûts administratifs d'appui	5 480 007	5 491 298	4 754 414	5 332 663	5 210 705	6 315 500	7 362 900	7 377 600
Coûts de supervision engagés par les MPU								
Total général des coûts administratifs d'appui	5 480 007	5 491 298	4 754 414	5 332 663	5 210 705	6 315 500	7 362 900	7 377 600

*Estimation

9. L'Annexe II présente un extrait d'un document de l'ONUDI sur ses coûts administratifs. La majorité des augmentations concerne les frais de personnel et les déplacements ainsi que les services centraux. Tous les postes du budget de base ont augmenté à l'exception des services contractuels. Pour ce qui est des autres coûts, les frais liés aux bureaux des pays et à l'exécution nationale ont plus que doublé pendant la période considérée tandis que les coûts d'agence d'exécution et les coûts internes sont restés semblables à ceux de 1998.

Banque mondiale

10. Le Tableau 3 présente le budget de base et les autres coûts administratifs communiqués par la Banque mondiale. L'Annexe III présente la soumission de la Banque mondiale sur ses coûts administratifs ainsi qu'une explication complémentaire.

Tableau 3

**BUDGET DE BASE ET AUTRES COÛTS ADMINISTRATIFS DE LA BANQUE
MONDIALE POUR LES ANNÉES 2003-2005 (\$US)**

Agence : Banque mondiale	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*
Composantes de base	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel de base et contractuel	820 740	712 402	834 479	917 119	928 058	968 304	945 118	970 000
Frais de déplacement	125 037	182 809	230 118	231 903	199 940	143 988	249 036	225 000
Locaux (loyer et coûts communs)	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	44 159	48 000
Équipement et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	130 928	89 014	119 853	107 724	110 000	76 084	76 823	75 000
Services contractuels (entreprises)	63 689	39 017	40 550	92 357	45 000	47 500	29 855	31 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	376 400	135 927	174 660	102 913	147 000	160 027	151 045	151 000
Total des coûts de base	1 586 794	1 229 169	1 469 660	1 522 016	1 499 998	1 465 903	1 496 036	1 500 000
Remboursement des bureaux des pays et de l'exécution nationale, y compris les frais généraux	3 012 632	3 072 749	3 350 200	3 474 885	3 517 358	2 992 291	2 957 581	3 200 000
Coûts d'appui à l'agence d'exécution (internes), y compris les frais généraux								
Intermédiaires financiers, y compris les frais généraux	1 709 498	1 534 542	2 329 895	1 013 462	1 798 876	1 659 968	1 487 927	1 657 999
Total des coûts administratifs d'appui	6 308 924	5 836 460	7 149 755	6 010 363	6 816 232	6 118 162	5 941 544	6 357 999
Coûts de supervision engagés par les MPU								
Total général des coûts administratifs d'appui	6 308 924	5 836 460	7 149 755	6 010 363	6 816 232	6 118 162	5 941 544	6 357 999

*Estimation

11. Depuis 1998, les coûts de base s'élèvent à environ 1,5 million de dollars US. Les augmentations ne concernent que les frais de personnel et de déplacement tandis que tous les autres coûts ont baissé et notamment le remboursement des services centraux. Les coûts de base de la Banque mondiale ont légèrement fluctué en 2004 mais sont essentiellement restés aux niveaux prévus. De légères variations sont prévues au budget de 2005 mais le montant total reste de l'ordre de 1,5 million de dollars US.

12. En ce qui concerne les coûts administratifs accessoires, les coûts annuels ont oscillé entre 5,8 et 7,1 millions de dollars US au cours de la période 1998-2005. Les coûts administratifs totaux pour 2005 se situent dans la moyenne des coûts généraux pour cette même période. Les coûts de la catégorie « remboursement des bureaux des pays et de l'exécution nationale » n'ont pas augmenté en 2004 comme prévu et sont même restés inférieurs à ceux de 2003. Les coûts des

intermédiaires financiers ont été moins élevés que prévu. Ces deux catégories de coûts devraient augmenter en 2005.

Coûts de base (1998-2005)

13. Les agences d'exécution sont convenues de fournir des données sur les coûts d'appui effectivement encourus au titre des activités de base et de soutien selon le même format que celui utilisé par les agences lors de la communication de leurs données dans le cadre de l'étude de Coopers et Lybrand remise à la 26^e réunion du Comité exécutif.

14. Le tableau 4 indique les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, les coûts moyens par agence pour la période 1998-2004, une estimation des coûts pour 2005 ainsi que les taux moyens de croissance annuelle. La répartition par catégorie de ces coûts figure à l'Annexe I.

Tableau 4

COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE, COÛTS MOYENS PAR AGENCE POUR LA PÉRIODE 1998-2004 ET COÛTS ESTIMÉS RÉVISÉS POUR 2005 (\$US)

Agence	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*	Total
PNUD	1 437 042	1 416 994	1 523 315	1 578 774	1 516 727	1 507 111	1 768 166	1 858 740	12 606 869
ONUDI	1 271 154	1 337 426	1 433 138	1 495 424	1 442 024	1 742 800	1 892 900	1 917 800	12 532 666
Banque mondiale	1 586 794	1 229 169	1 469 660	1 522 016	1 499 998	1 465 903	1 496 036	1 500 000	11 769 576
TOTAL	4 294 990	3 983 589	4 426 113	4 596 214	4 458 749	4 715 814	5 157 102	5 276 540	36 909 111
Moyenne par agence	1 431 663	1 327 863	1 475 371	1 532 071	1 486 250	1 571 938	1 719 034	1 758 847	12 303 037
Augmentation moyenne des coûts		-7 %	11 %	4 %	-3 %	6 %	9 %	2 %	3 %

* Estimation

15. Le PNUD et l'ONUDI ont dépassé leur budget de base (1,5 million de dollars US) en 2003 et 2004 et prévoient qu'il en sera de même en 2005. Dans le cas du PNUD, le dépassement du budget de base a atteint 7 111 \$US en 2003 et 268 166 \$US en 2004. Pour 2005, ce dépassement est estimé à 358 740 \$US. Le PNUD entend absorber ces coûts en utilisant les crédits destinés aux autres coûts d'appui.

16. Dans le cas de l'ONUDI, le dépassement du budget de base a atteint 242 800 \$US en 2003 et 392 900 \$US en 2004. Pour 2005, ce dépassement est estimé à 417 800 \$US. L'ONUDI a informé le Comité exécutif à sa 41^e réunion qu'il absorberait tout dépassement, en précisant qu'il aurait également absorbé les fonds sous-utilisés le cas échéant.

17. La Banque mondiale estime que son budget de base ne dépassera pas 1,5 million de dollars US en 2005 et a indiqué que son budget de base avait été excédentaire de 34 097 \$US en 2003 et 3 964 \$US en 2004. Nous notons toutefois que le rapport périodique indique que tous les fonds prévus pour 2003 et 2004 ont été décaissés et ont donc été absorbés par l'agence.

18. L'augmentation moyenne annuelle au cours de la période 1998-2004 s'élève à 3 %. Les niveaux estimés pour 2005 semblent indiquer que les coûts de base continueront d'augmenter à ce taux.

19. Les coûts de base du PNUD et de l'ONUDI ont dépassé les montants budgétés au cours des trois années de la période triennale, comme l'avaient prévu ces agences. Des explications ont été fournies concernant l'augmentation des coûts. Les coûts de base sont en place depuis trois ans et les frais liés aux coûts supplémentaires sont minimes si l'on considère les exigences supplémentaires de la période de conformité. Un taux de croissance standard pourrait être envisagé pour couvrir l'augmentation normale des coûts.

Coûts administratifs totaux (1998-2004)

20. Le tableau 5 présente les coûts administratifs totaux encourus par le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale au cours de la période 1998-2004 ainsi que les coûts estimés pour 2005. Les coûts administratifs totaux ont peu varié pendant cette période et ont oscillé entre 14,9 millions de dollars US en 2003 et 17,6 millions de dollars US en 2005. La moyenne de ces coûts est de 16 252 972 \$US et le taux de croissance annuelle moyen est de 1 %.

Tableau 5

COÛTS ADMINISTRATIFS D'APPUI ENCOURUS PAR LE PNUD, L'ONUDI ET LA BANQUE MONDIALE EN 1998-2004 ET COÛTS ESTIMÉS POUR 2005 (\$US)

Agence	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*	Total	Moyenne
PNUD	4 774 888	3 781 939	4 873 674	4 867 385	3 668 458	2 511 570	3 822 592	3 858 740	32 159 246	4 019 906
ONUDI	5 480 007	5 491 298	4 754 414	5 332 663	5 210 705	6 315 500	7 362 900	7 377 600	47 325 087	5 915 636
Banque mondiale	6 308 924	5 836 460	7 149 755	6 010 363	6 816 232	6 118 162	5 941 544	6 357 999	50 539 439	6 317 430
Total	16 563 819	15 109 697	16 777 843	16 210 411	15 695 395	14 945 232	17 127 036	17 594 339	130 023 772	16 252 972
Augmentation moyenne des coûts		-9 %	11 %	-3 %	-3 %	-5 %	15 %	3 %	1 %	

* Estimation

21. Il est probable que les coûts administratifs se maintiendront à un niveau semblable avec une augmentation probable due aux coûts principaux, et aux frais de déplacement et de personnel en particulier.

CRÉDITS REÇUS POUR COUVRIR LES COÛTS ADMINISTRATIFS

22. Le régime de coûts administratifs adopté en conformité avec la Décision 26/41 a entraîné une baisse des coûts d'appui, passant d'une moyenne de 11,1 % des fonds nets approuvés en 1999 à 10,8 % en 2001 et 9,8 % en 2002, comme l'indique le Tableau 6. Le Tableau 6 montre également l'impact du nouveau régime de coûts administratifs adopté en conformité avec la Décision 38/68, où ces coûts représentaient en moyenne une part supérieure des fonds approuvés

dans le cadre du précédent régime, bien qu'ils soient passés de 10,9 % en 2003 à 10,7 % en 2004.

Tableau 6

**CRÉDITS REÇUS POUR LES COÛTS ADMINISTRATIFS D'APPUI ET
POURCENTAGE DES FONDS NETS APPROUVÉS POUR LA PÉRIODE 1998-2004
(\$US) ⁽¹⁾**

Agence	Montants nets approuvés (\$US)	Coûts d'appui net approuvés (\$US)	Pourcentage
Année	1998		
Bilatérale ⁽²⁾	4 485 911	0	0,00 %
PNUD	31 495 436	4 071 354	12,93 %
PNUE	4 739 773	616 170	13,00 %
ONUDI	23 627 562	3 023 604	12,80 %
Banque mondiale	38 368 895	4 502 974	11,74 %
Total	102 717 577	12 214 101	11,89 %
Année	1999		
Bilatérale	12 858 170	1 030 434	8,01 %
PNUD	36 350 314	4 638 418	12,76 %
PNUE	6 774 234	880 651	13,00 %
ONUDI	34 216 314	4 107 739	12,01 %
Banque mondiale	64 720 004	6 602 947	10,20 %
Total	154 919 035	17 260 188	11,14 %
Année	2000		
Bilatérale	4 837 561	543 835	11,24 %
PNUD	32 114 658	3 911 811	12,18 %
PNUE	6 730 494	874 963	13,00 %
ONUDI	30 395 801	3 580 439	11,78 %
Banque mondiale	37 597 985	3 644 717	9,69 %
Total	111 676 500	12 555 766	11,24 %
Année	2001		
Bilatérale	7 745 351	884 822	11,42 %
PNUD	36 229 295	4 433 690	12,24 %
PNUE ⁽³⁾	7 830 703	825 046	10,54 %
ONUDI	24 990 198	3 119 588	12,48 %
Banque mondiale	55 298 843	5 058 316	9,15 %
Total	132 094 390	14 321 461	10,84 %
Année	2002 ⁽⁴⁾		
Bilatérale	9 075 117	1 024 059	11,28 %
PNUD	45 368 952	4 776 871	10,53 %
PNUE ⁽³⁾	9 877 752	689 807	6,98 %
ONUDI	36 141 387	4 070 334	11,26 %
Banque mondiale	64 494 841	5 622 607	8,72 %
Total	164 958 049	16 183 678	9,81 %
Année	2003		
Bilatérale	6 927 400	801 786	11,57 %
PNUD	36 462 175	4 460 764	12,23 %
PNUE ⁽³⁾	11 570 268	836 570	7,23 %
ONUDI	30 234 984	3 837 916	12,69 %
Banque mondiale	72 867 113	7 293 973	10,01 %

Agence	Montants nets approuvés (\$US)	Coûts d'appui net approuvés (\$US)	Pourcentage
Total	158 061 940	17 231 009	10,90 %
Année	2004 ⁽⁵⁾		
Bilatérale	15 443 378	1 599 058	10,35 %
PNUD ⁽⁶⁾	25 584 998	3 523 028	13,77 %
PNUE ⁽³⁾	12 759 592	955 871	7,49 %
ONUDI	33 223 728	3 983 563	11,99 %
Banque mondiale	77 707 205	7 491 021	9,64 %
Total	164 718 901	17 552 541	10,66 %
Année	Total (1998-2004)		
Bilatérale	61 372 888	5 883 993	9,59 %
PNUD	243 605 827	29 815 937	12,24 %
PNUE ⁽³⁾	60 282 816	5 679 077	9,42 %
ONUDI	212 829 974	25 723 182	12,09 %
Banque mondiale	411 054 886	40 216 554	9,78 %
Total	989 146 391	107 318 743	10,85 %
Année	Total (1998-2004) Résumé		
Bilatérale/PNUE ⁽³⁾	121 655 704	11 563 070	9,50 %
PNUD/ONUDI/Banque mondiale	867 490 688	95 755 673	11,04 %
Total	989 146 391	107 318 743	10,85 %

- (1) Les données pour 1998-2004 ont été révisées pour tenir compte des soldes restitués à la 45^e réunion.
- (2) Aucun coût d'appui n'a été demandé par les agences bilatérales en 1998.
- (3) Le programme PAC du PNUE couvre certains coûts administratifs; les frais d'agence du PAC sont de 8 % et sont nuls pour le projet de renforcement institutionnel du PNUE. Le PAC a été approuvé en décembre 2001.
- (4) Hors coûts d'appui de base de 1 500 000 \$US par agence approuvés pour l'année 2003 (PNUD, ONUDI, Banque mondiale).
- (5) Hors coûts d'appui de base de 1 500 000 \$US par agence approuvés pour l'année 2005 (PNUD, ONUDI, Banque mondiale).
- (6) Les 13,77 % reposent sur les approbations et les frais d'agence imputés aux projets pluriannuels et aux coûts de base.

23. Rappelons toutefois qu'en approuvant le régime de coûts administratifs actuel, le Comité exécutif a prié instamment les agences d'exécution d'optimiser ces coûts d'appui, en tenant compte de l'objectif de la Décision VIII/4 de la réunion des parties qui était de contenir les coûts administratifs en deçà de 10 %. Le Comité a également reconnu que les nouveaux défis à la mise en œuvre des projets au cours de la période de conformité exigeront un important soutien de la part des agences d'exécution (Décision 38/68 c)).

24. Le Tableau 7 présente les coûts d'appui (coûts de base compris) approuvés par le Comité exécutif pour la période 1998-2004 et au total. Au total, 107,3 millions de dollars US ont été approuvés pour les agences d'exécution pour la période 1998-2004. La Banque mondiale se place en tête pour l'année 2004 (7,5 millions de dollars US), la période 1998-2004 (40,2 millions de dollars US) et au total (59,8 millions de dollars US). Le PNUD se place en deuxième position pour la période 1998-2004 (29,8 millions de dollars US) et au total (52,4 millions de dollars US) et en troisième position pour l'année 2004 (3,5 millions de dollars US), derrière l'ONUDI (4 millions de dollars US). L'ONUDI a reçu 25,7 millions de dollars US pour la période 1998-2004 et 42,6 millions de dollars US au total. Le niveau des crédits administratifs a augmenté,

passant de 12,2 à 12,6 millions de dollars US, en 1998 et 2000 respectivement, à 17,6 millions de dollars US en 2004 (année record).

Tableau 7

**COÛTS D'APPUI NETS APPROUVÉS Y COMPRIS LES COÛTS DE BASE
POUR LA PÉRIODE 1998-2004 ET LA PÉRIODE 1991-2004 (\$US)**

Agence	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Sous-total (1998-2004)	Total général (1991-2004)
PNUD	4 071 354	4 638 418	3 911 811	4 433 690	4 776 871	4 460 764	3 523 028	29 815 937	52 382 118
PNUE	616 170	880 651	874 963	825 046	689 807	836 570	955 871	5 679 077	9 218 207
ONUDI	3 023 604	4 107 739	3 580 439	3 119 588	4 070 334	3 837 916	3 983 563	25 723 182	42 616 551
Banque mondiale	4 502 974	6 602 947	3 644 717	5 058 316	5 622 607	7 293 973	7 491 021	40 216 554	59 762 759
Bilatérale	0	1 030 434	543 835	884 822	1 024 059	801 786	1 599 058	5 883 993	5 885 493
Total	12 214 101	17 260 188	12 555 766	14 321 461	16 183 678	17 231 009	17 552 541	107 318 743	169 865 128

25. Les frais d'agence au cours de la période 1998-2004 sont comparables pour le PNUE et les agences bilatérales et s'élèvent à 5,7 et 5,9 millions de dollars US respectivement. Les frais d'administration du PNUE (hors PAC) totalisent 9,2 millions de dollars US depuis la création du Fonds. Le PNUE a atteint un taux de 9,4 % de frais d'agence pour les projets approuvés pour la période 1998-2004 car une partie de ses coûts administratifs est prise en charge par le PAC.

Crédits disponibles aux agences bénéficiant d'un financement de base pour couvrir les coûts administratifs de la période 2006-2008

26. Les crédits disponibles pour couvrir les coûts administratifs au cours de la prochaine période triennale comprennent le solde des crédits des frais d'agence encaissés mais non décaissés jusqu'en 2005 (compris), plus les coûts d'appui des accords pluriannuels ayant déjà été approuvés en principe, et les coûts de base et les frais d'agence liés aux nouveaux projets de cette période.

Solde des frais d'agence non décaissés

27. Les frais d'agence non décaissés au 31 décembre 2004 sont indiqués dans le Tableau 8 pour les coûts d'appui administratifs et les coûts de base, sur la base des données communiquées dans les rapports périodiques des agences d'exécution.

Tableau 8

**SOLDE DES COÛTS D'APPUI NON DÉCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2004
D'APRÈS LES RAPPORTS PÉRIODIQUES DES AGENCES (\$US)**

Agence	Coûts d'appui approuvés jusqu'à la fin 2004	Coûts d'appui décaissés jusqu'à la fin 2004	Total non décaissé
PNUD	52 417 005	44 043 107	8 373 898
ONUDI	42 709 366	36 375 236	6 334 130
Banque mondiale	60 149 132	47 927 216	12 221 916
Total	155 275 503	128 345 559	26 929 944

28. Comme l'indique le Tableau 8, d'importants crédits affectés aux coûts administratifs n'ont toujours pas été décaissés. Ces coûts devraient permettre aux agences d'exécution de mettre en œuvre leurs portefeuilles existants, qui contiennent des projets pouvant s'étendre sur plusieurs années à venir.

29. Le Tableau 9 présente le niveau des coûts administratifs d'appui destinés aux accords pluriannuels, dont les tranches annuelles seront soumises à approbation entre 2006 et 2008. La majorité des fonds, qui s'élèvent à 9,8 millions de dollars US, seront affectés à la Banque mondiale. Le PNUD et l'ONUDI recevront chacun environ 2 millions de dollars US au cours de la prochaine période triennale.

Tableau 9

**COÛTS ADMINISTRATIFS D'APPUI DESTINÉS AUX ACCORDS PLURIANNUELS
(\$US)**

Agence	2006	2007	2008	Total (2006-2008)
PNUD	951 535	619 211	247 883	1 818 629
ONUDI	1 657 295	389 520	250 356	2 297 171
Banque mondiale	4 288 287	3 429 600	2 064 111	9 781 998
Total	6 897 118	4 438 331	2 562 350	13 897 798

30. Bien que de nouveaux crédits liés à de nouvelles activités devraient couvrir les coûts administratifs au cours de la prochaine période triennale, leur montant et leur répartition n'ont toujours pas été fixés. Le Tableau 10 présente donc une estimation du montant minimal par agence pour la période 2006-2008, à l'exclusion des crédits nets de 2005.

Tableau 10

MONTANT MINIMAL DES CRÉDITS ESCOMPTÉS DEVANT COUVRIR LES COÛTS ADMINISTRATIFS PENDANT LA PÉRIODE 2006-2008 (\$US) (2005 NON COMPRIS)

Agence	Total non décaissé (rapport périodique)	Frais d'agence des tranches annuelles approuvées en principe pour 2006-2008	Coûts de base	Total
PNUD	8 373 898	1 818 629	4 500 000	14,692 527
ONUDI	6 334 130	2 297 171	4 500 000	13,131 301
Banque mondiale	12 221 916	9 781 998	4 500 000	26,503 914
Total	26 929 944	13 897 798	13 500 000	54 327 742

31. Le Tableau 11 estime les crédits nets destinés aux coûts administratifs pour 2005. Les agences d'exécution ont fourni des estimations de leurs coûts administratifs effectivement encourus en 2005 et le Secrétariat a estimé les crédits correspondants. Tous les plans d'activité prévoyaient que les crédits liés aux approbations de projets seraient supérieurs en 2005 à ceux de 2004. La différence entre ces deux années a donc été multipliée par 7,5 % pour calculer la tranche supérieure des crédits estimés. Étant donné le faible nombre de soumissions présentées à la 46^e réunion, alors que les soumissions de la deuxième réunion de l'année représentent généralement 50 % de la valeur totale des plans d'activité, il semble peu probable que les agences réaliseront leur plan d'activité en 2005.

Tableau 11

ESTIMATION DES CRÉDITS NETS DESTINÉS AUX COÛTS ADMINISTRATIFS POUR 2005 (MILLIONS DE DOLLARS US)

Agence	Coûts administratifs 2005	Estimation des crédits destinés aux coûts administratifs pour 2005	Différence/Crédits nets
PNUD	3,9	3,5-4,2	-0,4 à +0,3
ONUDI	7,4	4,0-4,5	-3,4 à -2,9
Banque mondiale	6,4	7,5-8,0	+1,1 à +1,6

32. Bien que des crédits négatifs soient projetés pour l'ONUDI en 2005, il est peu probable que cette organisation déduise des pertes nettes de ses excédents de coûts administratifs. Ceci est dû au fait que les déficits sont absorbés par l'organisation, comme indiqué précédemment.

COÛTS ET CRÉDITS ADMINISTRATIFS (2006-2008)

33. Le Tableau 12 présente une estimation des coûts et crédits administratifs qui seront disponibles pour la période triennale 2006-2008, à l'exclusion des crédits liés aux nouvelles approbations. L'augmentation des coûts administratifs en 2005, la plus forte à ce jour, est estimée à 1 % et 3 %. Le tableau montre que les crédits du PNUD devraient être suffisants pour couvrir ses coûts administratifs qui augmentent à un taux de 3 % et que cette agence dispose

d'un excédent de 2 à 2,7 millions de dollars US pour les périodes triennales futures. Les crédits de la Banque mondiale devraient être suffisants pour couvrir ses coûts administratifs qui augmentent à un taux de 3 %. Cette agence dispose d'un excédent de 7,4 à 7,9 millions de dollars US pour les périodes triennales futures. L'ONUDI nécessitera une assistance financière interne continue et croissante pour couvrir ses coûts administratifs.

Tableau 12

**COUTS ET CREDITS ADMINISTRATIFS ESTIMES POUR 2006-2008
(MILLIONS DE DOLLARS US)**

Agence	Crédits (2006-2008)		Coûts administratifs (2006-2008)	Différence/crédits nets (2006-2008)
	Crédits sans nouveaux projets	Écart estimé	Avec augmentation de 3 %	(Coûts moins crédits et écart)
PNUD	14,7	-0,4 à +0,3	12,3	+2,0 à +2,7
ONUDI	13,1	-3,4 à -2,9	23,5	-130,3 à -13,8
Banque mondiale	26,5	+1,1 à +1,6	20,2	+7,4 à +7,9

34. Il ressort de l'analyse des crédits et coûts administratifs que les coûts de base peuvent être couverts par les crédits administratifs déjà approuvés pour la Banque mondiale pour la période triennale à venir. La Banque devrait examiner les conditions dans lesquelles les frais d'agence devraient être restitués pour éviter tout excédent inutile, tout en veillant à ce que ses coûts estimés soient couverts conformément à son accord avec le Comité exécutif. On notera qu'au cours de certaines années les coûts administratifs de la Banque ont dépassé ses crédits de quelque 3,5 millions de dollars US et que les excédents peuvent donc être utiles.

35. Le Tableau 13 présente les crédits nets issus des coûts administratifs pour la période 1998-2004. Il indique que le PNUD était la seule agence dont les crédits dépassaient les coûts administratifs encourus bien que cette situation soit fortement influencée par les coûts de 2002 et 2003, sans lesquels elle aurait enregistré un déficit. La Banque mondiale a dépensé près de 4 millions de dollars US de plus qu'elle n'en a reçus.

Tableau 13

COUTS ET CREDITS ADMINISTRATIFS ET CREDITS NETS POUR 1998-2004 (\$US)

Agence		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	TOTAUX
PNUD	Recettes	4 071 354	4 638 418	3 911 811	4 433 690	4 776 871	4 460 764	3 523 028	29 815 936
	Coûts	4 774 888	3 781 939	4 873 674	4 867 385	3 668 458	2 511 570	3 822 592	28 300 506
	Net	-703 534	856 479	-961 863	-433 695	1 108 413	1 949 194	-299 564	1 515 430
ONUDI	Recettes	3 023 604	4 107 739	3 580 439	3 119 588	4 070 334	3 837 916	3 983 563	25 723 183
	Coûts	5 480 007	5 491 298	4 754 414	5 332 663	5 210 705	6 315 500	7 362 900	39 947 487
	Net	-2 456 403	-1 383 559	-1 173 975	-2 213 075	-1 140 371	-2 477 584	-3 379 337	-14 224 304
Banque mondiale	Recettes	4 502 974	6 602 947	3 644 717	5 058 316	5 622 607	7 293 973	7 491 021	40 216 555
	Coûts	6 308 924	5 836 460	7 149 755	6 010 363	6 816 232	6 118 162	5 941 544	44 181 440
	Net	-1 805 950	766 487	-3 505 038	-952 047	-1 193 625	1 175 811	1 549 477	-3 964 885

36. Pendant cette période, les coûts administratifs de l'ONUDI ont dépassé de 14,2 millions de dollars US les crédits reçus, ce qui correspond à une subvention annuelle d'environ 2 millions de dollars US. Le déficit de l'ONUDI est passé en 2002-2004 de 1,1 à près de 3,4 millions de dollars US. Avec une augmentation annuelle des coûts de 3 %, et sans financement important provenant de nouvelles approbations de projets au cours de la prochaine période triennale, ce déficit pourrait atteindre 13,8 millions de dollars US.

RECOMMANDATIONS

Le Comité exécutif est invité à :

1. Prendre note du document UNEP/OzL. Pro/ExCom/46/40 sur les coûts administratifs.
2. Rétablir, pour la période triennale 2006-2008, la Décision 38/68 et son régime de coûts administratifs avec les modifications suivantes :
 - a) Approbation, pour le PNUD, de coûts de base calculés à partir de ses coûts estimés pour 2005 (1 858 740 \$US) avec une augmentation annuelle de 3 % maximum;
 - b) Approbation, pour l'ONUDI, de coûts de base calculés à partir de ses coûts estimés pour 2005 (1 917 800 \$US) avec une augmentation annuelle de 3 % maximum;
 - c) Approbation, pour la Banque mondiale, de coûts de base de 1,5 million de dollars US avec une augmentation annuelle de 3 % maximum, en notant que de tels crédits sont susceptibles de produire un excédent pour les années futures; et

3. Noter que l'ONUDI ne pourra maintenir son niveau actuel de coûts administratifs qu'en augmentant sensiblement ses recettes, notamment grâce aux subventions continues et croissantes de l'Organisation, et/ou en réduisant sensiblement ses coûts administratifs.

Annex I

UNDP'S EXPLANATION OF THE REASONS FOR ADMINISTRATIVE COST INCREASES IN FUND

1. Objective

Decision 38/68 established a new administrative cost regime for the 2003- 2005 triennium that included US\$1.5 million for a core unit funding budget per year per agency, applying in addition, a) an agency fee of 7.5 percent for projects with a project cost at or above US\$ 250,000 as well as institutional strengthening projects and project preparation and b) and agency fee of 9 per cent for projects with a project cost below US\$250,000, including country programme preparation. This decision also called for a review of the administrative cost regime and its core unit budget.

In view of the above decision and taking into consideration decisions 41/94 (d) and 44/7 (d) requesting the implementing agencies to provide more in-depth information on their administrative costs, UNDP prepared the analysis below to help in mapping out the administrative costs over the current triennium, as detailed in annex 1. The reasons for the changes in overall costs are provided in the analysis.

2. Background

As with any organization in the development business, UNDP as a whole has evolved a great deal over the last few years for various reasons. Some of the key reasons include the need to be responsive to the demands of key clients such as donors and programme countries, to streamline operations and cut the overall costs associated with programme delivery and to improve the services rendered to client countries. In order to manage these changes and remain relevant on the development agenda, UNDP has taken certain decisions that in the short term have increased the cost of operations such as the policy change on cost recovery for UNDP core structures and an increased focus on field operations. For the MLF specifically UNDP had to make efforts to better respond to the country driven approach embedded in the design and implementation of national and sector plans as well as RMPs/TPMPs in the large number of countries in UNDP's portfolio. These factors have influenced the daily operations of UNDP's Montreal Protocol Unit (MPU).

In addition, the dynamics with respect to the executing partners selected to deliver on UNDP/MP projects have played a part in the evolution of actual support costs disbursed, in part, as an attempt by UNDP to respond to the competing demands to optimize costs, while at the same time the executing partners are demanding more fees, not less, as the cost of doing business increases.

Document ExCom/45/12 paragraph 31st (Extended Desk Study on the Evaluation of National Phase-out Plans) prepared by the MLFS, provides a clear explanation on some challenges UNDP faced and stated that *"the country driven approach and the reductions in the support cost received by the agencies had implications for the intermediaries and modalities of implementation. It should be noted that UNOPS is not involved in the implementation of the sector/national plans on behalf of UNDP because it requested 8% implementation fee, which is*

no longer possible. Instead, the plans are implemented through national execution, which implies working more closely with UNDP country offices. The Montreal Protocol unit had to spend much time to train them for work that UNOPS used to carry out in the past. Programme Management Offices were set up in large countries such as India, Nigeria, Brazil and Indonesia, which took time and UNDP Regional and National Coordinators had to be recruited/assigned.” In addition, the need to provide a more frequent “one to one” assistance to countries increased substantially MPU staff workload.

As is evident from Table 3 of UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/9 the overall administrative costs of UNDP have increased consistently year to year over the 3-year period. Inflation was at first perceived as an important contributing factor to these increases, however, when examined closely, all of the following elements have played roles in the changes from one year to the next, some more, others less:

- Inflation
- Disproportionate increase in travel costs
- Additional fees to country offices
- Staff related changes including salaries and associated post adjustment/staff benefits, and space rental.
- Workload issues necessitating ad-hoc management decisions that incur additional cost.
- UNDP’s Policy change on cost recovery for UNDP core structures
- The relocation and start-up administrative costs associated with Programme Coordinators in the Regions
- Timing of settlement of support costs earned by UNDP country offices

3. Analysis

We refer to figures presented in Table 1 of this document, which is a slightly modified version of Table 3 as presented in UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/9. This is because the data per Table 1 is updated to show 2004 revised figures that better reflect the actual costs incurred in 2004, and on this basis, support the revised proposed budget for 2005. The following paragraphs provide explanations and additional clarifications on the bullet points presented above.

- Inflation

The US annual average inflation rates for 2003, 2004 and 2005 (Jan-Feb) were 2.27, 2.68 and 3% respectively.

- Disproportionate increase in travel costs

According to the American Express Travel Services, the factors affecting travel cost and leading to its increases were:

a) DSA rates have increased globally and it is estimated that 40-45% of travel costs overall are DSA costs. The weak dollar as compared to other currencies, impacted DSA cost because the

rate for a given location/city is determined in the local currency hence translates into a higher dollar DSA amount being paid than would otherwise be the case.

b) Increase in cost of aviation fuel.

c) Security

Over the last few years travel costs have increased more sharply due to measures taken to help the airline industry recover from the losses incurred in that industry, such as security fees levied on tickets.

The special characteristics of UNDP portfolio have direct implications on travel costs. UNDP's portfolio covers a large number of small projects in large number of countries in all regions. In addition, the variation in the number, timing and location of meetings that are deemed crucial to deliver on complex programme scenarios also add to increased travel costs.

- Additional fees to country offices

In the last year, it was necessary to provide additional fees to country offices to ensure a sufficient level of support for the programme in so many countries. The new country driven approach translated into national plans being mostly implemented through the national execution modality, which required a higher level of country office involvement and support.

- Staff related changes including salaries and associated post adjustment/staff benefits, and space rental

Due to staff transitions and workload increase, UNDP was short staffed in 2002. In 2003, the MP Unit hired a programme coordinator who came on board, after a long recruitment process in November of that year. The impact of this transition was an increase in 2004 staffing costs compared to 2003.

The small decrease in rental charges was temporary for 2004 only due to unoccupied space due to staff transitions and related discussions regarding the correct area to be used by the Unit compared with other UNDP programme units using the same floor. This is no longer the case and the charges, now settled for 2005, have increased by about 17% relative to 2004 actual cost.

- Workload issues necessitating ad-hoc management decisions that incur additional cost

In view of the UNDP-New York staffing limitations imposed by the Executive Board of UNDP, MPU had to rely more on consultants to remedy ad-hoc situations when compared to other UN agencies, for instance to respond quickly to submission of PCRs. In this respect, UNDP finds itself in a unique position because of the large number of small individual projects in its portfolio, which translates into a larger number of investment PCRs(about 60% of the total for the MLF) to be prepared as compared to other implementing agencies.

In changing into the national execution modality, with the new national and sectoral plans and RMP/TPMPs, UNDP also found the need to hold more frequent training sessions as to keep

consultants and country offices informed of new decisions and to better address the oversight of the portfolio, required in order to assist countries to comply with MP.

- UNDP Policy change on cost recovery for UNDP core structures

Effective January 2004, as a result of the evolution described in point 2 above, UNDP increased the cost recovery fee for services rendered from core structures (includes headquarters and country offices), to 2% across the organization. The new policy is aimed at improving the organization's development services and therefore benefits the UN as a whole (being the country offices its operational arm in the field which also supports other implementing agencies).The new cost recovery policy is being implemented inside UNDP at first, and directly impacts MP's administrative cost.

- The relocation and start-up administrative costs associate with Programme Coordinators in the Regions

The need to respond to UNDP rules on staff reassignment to the field as well as the increased staff workload in managing national, sector plans and the large number of small but labor intensive projects in RMPs/ TPMPs in so many countries, led to the decision to have staff members in the regions. By splitting the oversight responsibilities of the large portfolios, MPU is better positioned to address the excessive workload, improve oversight and reporting and optimize travel arrangements. While three staff members in the regions (LAC, Africa and Asia) were identified as the optimum number required to address the workload and portfolio characteristics, at first, only 2 were assigned to Africa and Asia . The cost trend from 2003 to 2004 reflects the increased cost of the necessary support /administrative structures.

- Timing of settlement of support costs earned by UNDP country offices

The 2004 total figures are unusually high compared to 2003, which is due to several factors including: a) the preparation for the introduction of the new UNDP accounting system (Atlas); and, b) MPU staff transition during 2003. Indeed because of these factors, country office support fees, which should have been paid during 2003, were in fact paid in 2004 in addition to the 2004 related support costs.

4. Fluctuation in project delivery rates year to year

UNDP can only disburse management funds based on support costs earned from delivery. Because of this, there is fluctuation in the actual amount of support costs earned for a given period and therefore available to be spent that is directly proportional to the delivery figures. Disbursements in terms of execution and implementation fees paid to executing agencies and UNDP country offices are also directly dependent on the rate of delivery and fluctuate accordingly since these are negotiated on a percentage of delivery basis. This is therefore a very crucial consideration in the determination and decision on the level of funding for core unit components because any shortfall in the core budget has to be met from the supervisory budget. UNDP has indeed reported short falls in the core budget which have been met from the

supervisory budget. The actual situation of the support cost regime vis a vis the special characteristics of UNDP portfolio, with large number of small projects in many countries, makes this practice not sustainable.

5. Conclusion

From the trend of support costs presented, we believe that the implications for UNDP of a static US \$1.5 million core-unit funding budget are clear. In a future scenario, as older projects associated with higher support cost fees are phased out, the agency fee will decline even if the same delivery levels are maintained. This will be happening at a time of increasing costs, as demonstrated above and the need for increased programme oversight as countries go into the next and more difficult compliance period. UNDP is in a very difficult position of having to operate on a core budget level, which as demonstrated, is below the needs and not sustainable if UNDP is to continue to provide assistance to the large number of countries, specially LVCs, in its MP portfolio in all regions. In view of all the above explanations, UNDP has increased its request for core funding in its business plan for the 2006-2008 triennium.

Annex II

EXCERPT FROM UNIDO ON ITS ADMINISTRATIVE COSTS

1. UNIDO reported its administrative support costs for 2003, 2004 and 2005 based on the method below:

- Core unit personnel and contractual staff: It is based on budgetary salary scale at 100 per cent for Professional and General Service staff on board and regular and operational budget allocation for consultants.
- Travel: The allotment from regular and operational budget.
- Space: UNIDO's Building management services cost divided by the total number of staff on board and multiplied with the above core unit staff.
- Equipment and other costs: Regular budget allocation of operating costs and Information and communication management (ICM) service non-staff costs divided by the total number of staff and multiplied with the core unit staff.
- Contractual services (firms): Career development training allocation and Financial performance control system costs based on attendance.
- Reimbursement of central services for core unit staff: Regular and operational budget allocation of Administration, excluding operating costs, ICM staff cost, General Management, Governing bodies secretariat and Library divided by total number of staff and multiplied with the core unit staff.
- Reimbursement of country offices and national executive including overhead: Allocation of regular and operational budget for field representation.
- Executing agency support cost (internal) including overhead: actual expenditures of SEPA and Turkey reimbursement, total regular and operational budget allocation of Montreal Protocol programme less the core unit personnel, consultant and travel costs and proportion of purchase and contract staff costs based on the proportion (32 per cent) of Technical Cooperation out of total Purchase Orders.

2. Effective from 1 January 2002, UNIDO adopted the euro as its basic accounting currency in accordance with the requirements of the Governing bodies. The euro amounts calculated as above were converted to US dollars at an average United Nations rate of exchange for 2003 at US\$ 1 = €0.8923. The estimate for 2004 and the budget proposal for 2005 are assumed at US\$ 1 = €0.8173.

3. Table 2 in this document presents administrative support costs of UNIDO for 2003, 2004 and 2005 in converted US dollars.

4. Paragraphs below address to questions raised in the telefax transmission dated 15 April 2005.

5. Why core unit cost items increased for UNIDO: As noted above, the exchange rate applied reflected the depreciation of US dollars against euros in average from US\$ 1 = €0.8923 to US\$ 1 = €0.8173, (8.4 per cent). The reported core unit cost increased from \$ 1,742,800 in 2003 to \$ 1,892,900 in 2004, 8.6 per cent and from \$ 1,892,900 in 2004 to \$ 1,917,800 in

2005, 1.3 per cent. In terms of euros, which is the basic accounting currency of UNIDO since 2002, the changes are as below:

(In euros)			
	2003	2004	2005
Core unit cost in euros	1,564,684	1,547,195	1,567,268
Changes		-17,489	20,073

6. The above table indicates that the core unit cost decreased from 2003 to 2004 by €17,489, attributable to a reduction in core unit professional personnel cost due to the retirement of Professional staff and the time for replacement. From 2004 to 2005, an increase of €20,073 is made due mainly to inflationary cost increases.

7. Why overall agency fees were above 10 per cent in 2003 and 2004 for any agency: The new administrative cost regime thus far resulted in an increase to 11.2 per cent for the three agencies in 2003, but estimated to decrease to 10.7 per cent in 2004 based on submissions. The level of approved support cost clearly shows a decreasing trend from 2003 to 2004. In case of UNIDO, the percentage decrease can be seen in the following table, which compares the net funds approved and the approved support costs, excluding the core unit budget:

UNIDO	Net funds approved	Net support costs approved, excluding core unit budget	Percentage
2003	30,265,579	2,340,210	7.7%
2004	33,683,172	2,535,259	7.5%

The above table indicates that the percentage of net support costs approved, excluding the core unit budget, has been reduced close to 7.5 per cent.

8. What is meant by inflation and what inflation rate is being used to explain future or past cost increases: In UNIDO, in particular the inflationary cost increase from 2004 to 2005 is due to the following:

Staff cost salaries increase for professional-level average 1.45 per cent and General Services staff at average 1.85 per cent.

9. The basis for the distribution of core unit costs among the various standard categories: As explained above and shown in the table, the basis for distribution is the total number of staff and the number of staff on board in core unit.

10. “How UNIDO disbursed more costs than revenue”: As noted in the Cooper and Lybrand Study (UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67 dated 14 October 1998), UNIDO operates and uses internal technical resources. During project implementation, UNIDO uses its internal operating group more than outside technical consultants. In addition, UNIDO’s constitution allows it to use its general funds to share in financing the costs of providing technical services. This provision gives UNIDO the flexibility to determine the level of staffing and the style of operation without regards to the administrative cost percentage.

11. How agencies plan to disburse the undisbursed agency fees concerning information on the balance of support costs remaining as at 31 December 2003 per agencies' progress reports. Since agency fees in UNIDO are charged only when expenditures are incurred, they will be disbursed as soon as obligations are raised. After the project is financially completed and in case any support cost balance is left, it will be returned to Multilateral Fund.

12. With respect to 2006-2007, it is estimated that core unit cost in UNIDO will be in the range of \$ 1.5 to \$ 1.9 million per year based on experiences. Due to the appreciation of euros, under which UNIDO incurs administrative support cost, more resources would be required in US dollars to cover such cost.

13. Travel increase of US\$ 36,600 (from US\$ 65,900 to US\$ 102,500). UNIDO reported travel cost based on the allotment from regular and operational budget. US\$ 65,900 in 2003 was converted from €58,800 at 2003 average rate of US\$ 1 = €0.8923, since the euro is the base accounting currency of UNIDO. The increase of travel cost from 2003 to 2004 was € 25,000. In order to respond to the higher reporting requirements of national and sectoral phase-out plans, more missions had to be undertaken. At US\$ 1 = €0.8923, this increase is equivalent to US\$ 28,000. The 2004 travel cost of €83,800, when converted at US\$ 1 = € 0.8923, would amount to US\$ 93,900. At 2004 average of US\$ 1 = € 0.8173, it would amount to US\$ 102,500. Exchange difference is \$ 8,600 (= \$ 102,500 - \$ 83,800). Therefore, the travel cost increase from 2003 to 2004 is (1) due to the additional travel funds of €25,000 (equivalent in \$ 28,000) and (2) exchange variance of \$ 8,600.

14. Reimbursement of country offices and national executive including overhead increase of US\$273,400 (from US\$ 1,324,900 to US\$ 1,598,300): This reflected the allocation of regular and operational budget for field representation. In 2003, it was €1,182,231 due to 7 per cent of staff vacancy in UNIDO field offices. At 2003 average rate of US\$ 1 = €0.8923, this amounted to the equivalent of US\$ 1,324,900. The increase from 2003 to 2004 was €49,820 in regular budget and €74,212 in operational budget (total of €124,032), reflecting inflation trends at the location of field offices concerned. At US\$ 1 = € 0.8923, this increase is equivalent to US\$ 139,000. The 2004 reimbursement of country offices of €1,306,263, when converted at US\$ 1 = €0.8923, would amount to US\$ 1,463,900. At 2004 average of US\$ 1 = € 0.8173, it would amount to US\$ 1,598,300. Exchange difference is \$ 134,400 (= \$ 1,598,300 - \$ 1,463,900). The increase of reimbursement of country offices and national executive from 2003 to 2004 is, therefore, (1) due to cost increase of €124,032 (equivalent in \$ 139,000) and (2) exchange variance of \$ 134,400.

15. Executing agency support cost (internal) including overhead increase of US\$ 623,900 (from US\$ 3,274,800 to US\$ 3,871,700): This cost reflected actual expenditures of SEPA (China) and Turkey reimbursement, total regular and operational budget allocation of Montreal Protocol programme less the core unit personnel, consultant and travel costs and proportion of purchase and contract staff costs based on the proportion of Technical Cooperation out of total Purchase Orders. In 2003, it amounted to € 2,897,998. At 2003 average rate of US\$ 1 = €0.8923, this is equivalent to US\$ 3,247,800. In 2004, the total regular and operational allocation of Montreal Protocol programme, excluding the core unit, increased €266,352 due mainly to additional GS staff. At US\$ 1 = €0.8923, this increase is

equivalent to US\$ 298,500. The 2004 executing agency support cost of €3,164,350, when converted at US\$ 1 = €0.8923, would amount to US\$ 3,546,300. At 2004 average rate of US\$ 1 = €0.8173, it would amount to US\$ 3,871,700. Exchange difference is \$ 325,400 (= \$ 3,871,700 - \$ 3,546,300). Therefore, the cost increase from 2003 to 2004 is (1) due to the cost increase of €266,352 (equivalent in \$ 298,500) and (2) exchange variance of \$ 325,400.

16. Why 2003 was about US\$ 1 million below the following two years (2004 and 2005) for overall administrative cost: The overall administrative cost in 2003 was about US\$ 1 million below 2004, due mainly to (1) cost increase in 2004 of € 372,895 (equivalent in US\$ 417,900) and (2) exchange difference of \$ 618,800 (see table 2). The cost increase of € 372,895 was broken down as below (in euros). For reasons of increase, please refer to the above paragraphs 4 and 5 for reimbursement of country offices and national executive as well as executing agency support cost (internal) including overhead:

Total core unit cost	-17,489
Reimbursement of country offices and national executive	124,032
Executing agency support cost (internal) including overhead	266,352
Total administrative support cost increase	372,895

17. Compared with 2005, the overall administrative cost in 2003 was about US\$ 1 million below, due mainly to (1) cost increase in 2005 of €384,539 (equivalent in US\$ 431,000) and (2) exchange difference of \$ 620,100. The cost increase of €384,539 was broken down as below (in euros) with similar reasons for increase as in 2004:

Total core unit cost	2,584
Reimbursement of country offices and national executive	142,173
Executing agency support cost (internal) including overhead	239,782
Total administrative support cost increase	384,539

18. In summary, the overall administrative costs increased in 2004 and 2005 about US\$ 1 million from 2003 due mainly to (1) cost increases in reimbursement of country offices and national executive as well as in executing agency support cost (internal) including overhead, and (2) exchange differences.

Annex III

THE WORLD BANK'S SUBMISSION ON ADMINISTRATIVE COSTS AND A SUPPLEMENTARY EXPLANATION

After the Executive Committee's approval of new administrative cost regime at its 38th Meeting based on a US \$1.5 million core unit budget per agency on top of agency fees for project implementation (7.5% or 9% of the project value, depending on the type of project), the IAs agreed to report an expenditures of the core unit based on categories first introduced in the consultant's study on administrative costs presented to the 26th Executive Committee Meeting. IAs have accordingly grouped their actual and planned expenditures into these six categories for reporting at the 3rd meeting of the Executive Committee since the 38th Meeting.

As summarized in the Administrative Cost Regime review of the Secretariat and presented at the 44th Executive Committee Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/9), the Bank's expenditures have remained within the \$1.5 million budget since 2002. Historically, the Bank's core unit costs have averaged to be from \$1.4-1.5 million and total costs, including supervision and payment to Financial Agents has been about 11% as a percentage of approvals and based on a \$50-60 million allocation. The new administrative cost regime, whereby project administrative fees have been cut to 7.5% (because most of the bank's projects exceed \$250,000 or are institutional strengthening projects, this percentage has applied to most newly approved projects), has not affected the Bank's ability to cover its cost as it still can draw on the administrative fees received from past approvals.

The World Bank provided a detailed review of the policy on and use of its administrative fees under the MLF since inception in paper circulated at the 37th Executive Committee Meeting. The analysis done for this paper stands today, in that our core unit costs have been consistent overall. The size and consistency of the MP unit has not changed and costs have thus increased slowly over the years to reflect normal salary increases. The level of travel required, consultant services and overhead costs have fluctuated more. For the first two cost categories, the fluctuation is due to changes in the business. For example, the need for OORG experts has decreased in recent years since the number of projects prepared has decreased significantly (due to the transition to sector and national plans).

In terms of the remaining questions posed by the Secretariat on April 15th, we would refer the Secretariat to our administrative cost paper. Although the Bank's paper immediately preceded the approval of the newest administrative fee framework, many of the questions addressed are still relevant such as how undisbursed agency fees would be utilized. This paper may be useful to the Secretariat's work on the administrative cost regime paper for the 46th Executive Committee.

Finally, we would just note that for the Bank, overall agency fees as a percentage of approvals have averaged below 10% since 1999, as shown in the Secretariat's report to the 44th Meeting. The level indicates that the Bank's new MP business is more focused on sector and national ODS phase-out plans. Because several multiyear projects were approved before the

adoption of the new administrative fee structure, the percentage of agency fees has not be dropped below 9% (except in 2002).

Reasons for Changes in Expenditures

Core unit personnel/consultants: We are expecting an increase in costs of staff in 2005 (Bank-wide). There will also be several shifts from consultant to regular staff and vice versa in the core unit.

Travel costs were higher in 2004 with the addition of one staff member to all Executive Committee meetings as well as more UNEP regional meetings, interagency meetings and special events attended.

Space: The cost of space for two staff members was removed as they are now sitting in space covered by other units.

Contractual services: Less external consultants were contracted by the core unit for special initiatives as had been the case in 2003 where there were several MP country and sector studies.

FI fee: Although disbursement in the 2004PR is projected to be 48% higher in 2005 than in 2004, services of FIs is expected to decrease as traditional umbrella projects close and are replaced with umbrella projects that have new payment arrangements with FIs.
